

Chronique de la gauche de gauche

Gauche de gauche et mouvement social en Europe

Dans le précédent numéro de la revue, nous avons tenté de décrire la « gauche de gauche » en Europe à travers l'activité des partis politiques représentés soit dans le Parti de la gauche européenne (c'est-à-dire, pour ceux qui sont représentés au Parlement européen, dans le groupe parlementaire de la Gauche unie européenne/Gauche verte nordique), soit dans le réseau plus informel de la gauche anticapitaliste européenne (GACE). Mais en Europe, plus encore sans doute que dans un pays comme la France, l'activité de ces partis contre le libéralisme a souvent été moins visible que celle du « mouvement social ». Dans cet article, on essaiera de décrire cette composante de la « gauche de gauche » en Europe, tout en sachant que toute tentative éventuelle d'établir une typologie ou de vouloir en donner une vue exhaustive serait vouée à l'échec, tant sont diverses les associations qui, d'une manière ou d'une autre, ont pour objectif de contester l'ordre libéral établi.

LOUIS WEBER

Le Forum social européen (FSE) semblait cristalliser, depuis sa première édition en 2002, une bonne part de l'activité politique antilibérale en Europe. Et cela de deux façons : par la rencontre annuelle, au départ fortement médiatisée, de dizaines de milliers de militants, dont le profil allait se diversifier continûment et par la mise en œuvre des décisions prises au cours des « assemblées des mouvements sociaux », dont l'objectif était de donner de la cohérence aux « campagnes » discutées au cours des ateliers du Forum.

Pourtant, l'impression que le FSE réunit l'essentiel de la mouvance « gauche

de gauche » en Europe mérite elle-même examen. Les manifestations de rue qui concluent chaque édition du FSE voient en effet régulièrement surgir des groupes, notamment du pays d'accueil du Forum, n'ayant pas participé au Forum et qui ne sont d'ailleurs pas forcément engagés dans le combat altermondialiste¹.

1. À Malmö, une partie non négligeable de la manifestation rassemblait ainsi des groupes suédois et danois derrière des banderoles aux accents « post-soixante-huitards » : *Working class ain't nothing to fuck* (La classe ouvrière n'en a rien à foutre) ou *Against capitalism, states, cops and prisons. For love, solidarity and Anarchy* (Contre le capitalisme, les États, la police et les

Le phénomène est plus visible encore lorsque le cadre d'action dépasse celui des forums sociaux. Pour Michel Rousseau, qui anime les Marches européennes contre le chômage et qui a participé à toutes les manifestations européennes depuis dix ans, « Le FSE a favorisé les rencontres entre associations et réseaux divers. Mais nombre d'entre eux restent à l'écart. À Rostock² par exemple, ils étaient même la majorité. D'où la nécessité de nombreuses réunions pour "harmoniser la chorégraphie". Il faut en effet éviter les chevauchements entre les blocages, les diverses initiatives de chaque réseau et même les... messes. Dans certains pays beaucoup de mouvements, parfois très radicaux, sont en effet d'inspiration religieuse. »

Cette période peut paraître aujourd'hui révolue. Le FSE connaît une crise, y compris une crise de notoriété. La dernière édition, à Malmö en septembre 2008, n'a guère eu d'échos dans la presse. Seule *L'Humanité* lui a consacré une chronique régulière pendant les cinq jours du Forum. *Le Monde* et *Libération* n'en ont pratiquement pas parlé. Même *Rouge* y est allé seulement d'un timide « FSE : à la recherche d'un second souffle³. » Parmi les symptômes visibles de cette crise, il y a le relatif retrait du mouvement syndical, plus exactement de la Confédération européenne des syndicats (CES)

et de ses principaux membres. Ce qui priverait le FSE, s'il se confirmait, de la possibilité d'envisager et de coordonner une initiative de masse sur le terrain économique et social. Si les associations très actives au sein du FSE peuvent en effet prétendre à bon droit jouer un rôle d'aiguillon pour un mouvement syndical considéré comme moins combatif, elles ne sont cependant pas en mesure, sauf circonstances exceptionnelles, d'organiser seules de tels événements.

D'où la recherche de nouvelles modalités pour relancer le processus de mobilisation sous d'autres formes. Mais les forums sociaux sont des structures unitaires en apparence seulement. Dans les faits, il s'agit plutôt de la rencontre en un même lieu de plusieurs réseaux (les syndicats, les services publics, les *sans*, les pauvres, les migrants, etc.), chacun avec ses propres débats et activités. Beaucoup d'associations sont elles-mêmes spécialisées et s'intègrent donc sans difficultés dans les cases du programme qui les intéressent.

Mais il y a aussi des moments de mise en commun et de rencontre, le plus visible étant la manifestation de rue organisée traditionnellement à la fin du Forum. L'adoption des décisions d'action, proposées par chaque réseau sous forme de « campagnes », se fait, elle, en marge du Forum, celui-ci n'étant pas habilité en tant que tel à adopter des textes. Ces « assemblées des mouvements sociaux » élaborent une déclaration qui, jusqu'ici, servait en quelque sorte de feuille de route pour la nébuleuse FSE pour les mois à venir. Malmö n'a pas dérogé à

prisons. Pour l'amour, la solidarité et l'Anarchie).
Traduction libre de l'auteur.

2. Contre-sommet du G8 à Rostock-Heiligendam en juin 2007, qui a donné lieu à de violentes manifestations.

3. Léonce Aguirre, *Rouge*, n° 2267, 25 septembre 2008.

la règle, avec un texte retenant quatre campagnes: une campagne prolongée, intitulée « 2009 : pour changer l'Europe », sur les questions sociales, avec une initiative européenne, à Bruxelles, en mars 2009, au moment du Conseil européen de printemps; une manifestation européenne en avril à l'occasion des cérémonies célébrant le soixantième anniversaire de l'Otan; un contre-sommet et une manifestation lors de la tenue du prochain G8, en Sardaigne; sur la crise climatique, des initiatives pour préparer la conférence mondiale sur le climat de l'ONU, à Copenhague en décembre 2009. On voit ici une des faiblesses souvent relevée de l'action internationale « de gauche »: le calendrier des actions (l'agenda) n'est pas élaboré par le mouvement, mais dicté par les instances concernées (l'Europe et le G8 pour le domaine économique et social, l'Otan pour le mouvement antiguerre, l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour le mouvement altermondialiste des origines, etc.) Ce qui crée des temporalités différentes pour les divers réseaux.

En réalité, quand la « déclaration des mouvements sociaux » a été adoptée, personne n'ignorait que, sur un point essentiel, le contre-sommet social en mars, il ne se passerait rien. De la même façon, aucune mobilisation n'est vraiment envisagée pour le G8, que Silvio Berlusconi a d'ailleurs (fort opportunément?) déplacé de Sardaigne à L'Aquila, la ville sinistrée par le récent tremblement de terre. Pour des raisons variées, le réseau syndical, dans sa majorité, a pris d'autres décisions.

Dans les premiers forums européens, la CES⁴ et la plupart de ses membres venaient un peu comme observateurs, intéressés par la forte présence de militants, les jeunes notamment, qu'ils avaient perdu l'habitude de rencontrer ou de voir dans les réunions syndicales. Ils ont ensuite joué un rôle plus actif, principalement dans l'organisation des contre-sommets sociaux⁵. Cette implication syndicale a connu des ratés au FSE de Malmö en 2008. Contrairement à l'habitude, les syndicats suédois s'étaient peu investis dans le Forum, ce qui a été considéré comme une des raisons d'une participation relativement faible, en tout cas nettement inférieure à celle des éditions antérieures (moins de 10 000 inscrits au Forum, avec toutefois une manifestation de clôture plutôt réussie, en tout cas selon les canons suédois en la matière). Les « grandes » organisations de la CES, dont la CGT pourtant très présente habituellement dans les Forums, ont fait un peu « bande à part », tenant leurs propres

4. Une (petite) partie des syndicats européens restent en dehors de la CES (les anarcho-sindicalistes, les Cobas d'Italie, la CGT espagnole, le SAC de Suède, un syndicat basque et surtout Solidaires en France, etc.). Ils se réunissent une fois par an, avec la participation d'observateurs. La FSU est un cas à part: elle n'est pas membre de la CES n'étant pas une confédération interprofessionnelle mais ses principaux syndicats sont membres de la fédération de l'éducation de la CES.

5. C'est le Conseil européen d'Amsterdam, en juin 1997, qui a le premier décidé de consacrer une réunion extraordinaire, en novembre 1997, à la question de l'emploi. C'était un peu la contrepartie de l'adoption du traité d'Amsterdam et du Pacte de stabilité et de croissance. À partir de 2000 (Lisbonne et... la stratégie), l'habitude a été prise de réunir le Conseil en mars de chaque année, avec un ordre du jour « social ».

réunions et participant très peu à celle des mouvements sociaux, qui n'ont pas réussi à s'entendre sur une initiative « sociale », un contre-sommet étant difficile à concevoir sans une implication importante des syndicats belges (la FGTB socialiste et la CSC chrétienne, influente en Belgique et historiquement très portée sur l'action internationale)⁶. Or, à Malmö, ils ont décliné l'invitation, préférant, pour l'instant, une concertation inter-syndicale d'autant plus nécessaire, à leurs yeux, que la CES a décidé de tenir un langage plus offensif, en tout cas plus indépendant, à l'égard de la Commission et des politiques européennes⁷.

Les grands réseaux qui ont historiquement structuré le FSE cherchent donc à relancer le mouvement sur de nouvelles bases. C'est l'objectif que se sont donné les organisations participant aux réunions inter-réseaux (*Cross Networking Meeting*) sur les crises globales. La première rencontre de ce type a eu lieu à Paris les 10 et 11 janvier derniers. Le résultat, parmi d'autres, a été la tenue d'une journée d'action le 28 mars à l'occasion de la réunion du G20 le 2 avril à Londres. Et, surtout, la décision de « continuer à construire cet espace à

l'avenir ». Dans ce but, une deuxième réunion s'est tenue les 18 et 19 avril derniers à Francfort. L'objectif était d'examiner les résultats du G20, de « continuer à développer et à approfondir la capacité de la société civile à influencer la position de l'Europe dans le processus de réforme du système financier et de faire des propositions concrètes au niveau européen pour améliorer la coopération et le travail en réseau des organisations de la société civile⁸ ».

Près de 150 organisations, qui faisaient jusqu'à présent le succès des FSE, ont participé à la réunion de Paris. Mais les syndicats étaient relativement peu représentés (la CGT, la FSU et Solidaires pour la France, deux ou trois syndicalistes italiens de la CGIL et allemands de Verdi, le syndicat des services du DGB...). Selon le rapport final, la « réunion a été convoquée pour permettre aux réseaux et mouvements de discuter spécifiquement de la crise financière et de ses incidences, et d'élaborer des propositions de collaboration et de travail. [Elle] a été un point de départ qui devrait aider les mouvements européens et les réseaux à renforcer leur collaboration. [...] Il a été précisé par les réseaux européens qui ont appelé à la réunion qu'il n'était pas question de créer une nouvelle struc-

6. La résolution des mouvements sociaux prévoyait pourtant : « Comme deuxième étape, nous construisons un contre-sommet/conférence large, rassembleur et stratégique de tous les mouvements sociaux européens, à Bruxelles, en mars [2009]. »

7. « La crise est très importante et la CES demande une action ambitieuse de la Commission pour faire face à son ampleur. Jusqu'à présent, nous n'avons eu que des réponses beaucoup trop timides, insuffisantes. » (John Monks, secrétaire général de la CES, *Le Monde*, 25-26 mai 2009.)

8. Dans la version anglaise des textes, souvent la seule disponible, apparaît aujourd'hui l'acronyme CSO pour « organisation de la société civile ». Ce qui indique sans doute à la fois l'imprégnation lente mais certaine par le « vocabulaire bruxellois » et une manière de se distinguer des ONG, dont beaucoup sont soupçonnées aujourd'hui de se dire « non gouvernementales » par antiphrase, notamment au regard de leur financement.

ture, mais de faciliter la collaboration entre les différents réseaux et groupes. La réunion ne vise pas à remplacer le processus du Forum social européen. [...] Cet espace, et d'autres espaces à venir, sont destinés à être des espaces de travail spécifiques pour aider à l'articulation entre les réseaux aussi bien en termes de réponses communes à la crise et de nouvelles stratégies pour construire le changement ». Une « Déclaration de Paris⁹ » a été adoptée qui précise elle aussi que la « réunion est un pas en avant dans un processus de long terme visant à construire des espaces de rencontre pour les réseaux européens. [...] Ce processus se nourrit des efforts déployés dans le Forum social européen et ailleurs pour construire une Europe démocratique et socialement et écologiquement soutenable ».

Deux réseaux jouent un rôle moteur dans la recherche de modalités susceptibles de relancer la mouvance associative antilibérale en Europe. Il s'agit d'abord de celui des Attac¹⁰ d'Europe, qui ont beaucoup travaillé sur la question de la crise financière, retrouvant au passage leur « cœur de métier » d'origine. C'est ensuite le réseau dit de la Charte, où les membres de Transform! jouent un rôle très actif. Transform! réunit divers instituts liés à des partis politiques aujourd'hui rassemblés dans le Parti de la gauche européenne

(Espaces Marx en France, la fondation Rosa-Luxemburg en Allemagne, l'institut Nikos-Poulantzas en Grèce, etc.). La nature du projet a permis aussi de renouer avec des réseaux comme S2B, qui se sont constitués dans les batailles autour de l'OMC, après la signature du traité de Marrakech en 1995.

Un déclin des forums sociaux ?

La question ne vaut pas seulement pour l'Europe¹¹. Mais, du fait notamment du rôle de l'Union européenne (UE) et de l'impact de ses politiques dans les États membres, le FSE, même s'il a permis de traiter bien d'autres sujets, a longtemps servi d'incubateur à l'action contre l'Europe libérale. Il a donc eu à la fois une fonction de médiation, en offrant un lieu et des procédures à une gauche de gauche européenne dont les composantes s'ignoraient jusque-là, et un rôle d'impulsion, précisément à cause de ces rencontres inédites et même parfois improbables, au moins à l'époque. Mais beaucoup de réseaux existaient déjà auparavant.

La création de l'Organisation mondiale du commerce, avec sa fonction clairement affichée – supprimer toutes les entraves au commerce international des biens et des services – a été l'occasion de luttes nouvelles à l'échelle du monde. L'un des plus actifs de ces réseaux, le réseau OWINFS¹², s'est

9. <http://openesf.net/projects/labour-and-globalization/lists/esf-labour-globalization/archive/2009/01/1231934719802/1231934721164.pdf>

10. Attac: Association pour la Taxation des Transactions pour l'Aide aux Citoyens, créée à l'origine pour populariser les taxes globales (Taxe Tobin).

11. Voir à ce sujet: L. Weber, « L'altermondialisme à la croisée des chemins », *Savoir/Agir* n° 4, juin 2008.

12. *Our World is not for sale*, notre monde n'est pas à vendre.

constitué au début de l'année 2001, au moment où l'OMC enfantait dans la douleur le premier cycle de négociations après la signature du traité de Marrakech en 1994¹³. Les premiers contacts à grande échelle avaient d'ailleurs été pris au cours de la première édition du Forum social mondial à Porto Alegre en janvier 2001. En Europe, le réseau S2B, *Seattle to Brussels*, s'est formé – comme son nom l'indique – à la suite de la conférence ministérielle de l'OMC de Seattle en décembre 1999. Celle-ci a été mise en échec par les manifestations mais aussi, bien sûr, par les rivalités entre grandes puissances commerciales. Bruxelles, c'est évidemment l'Union européenne et, pour ce réseau, son agenda piloté par les entreprises (*corporate driven agenda*) pour libéraliser de manière continue le commerce et les investissements. Ce réseau a joué un rôle essentiel dans la révélation et la dénonciation des propositions de l'UE en matière de commerce international, très libre-échangistes au moment où beaucoup de gouvernements et la Commission elle-même étaient supposés être « de gauche ».

D'autres réseaux sont davantage des créations européennes, notamment ceux qui sont particulièrement attentifs à la question sociale en Europe et, à partir des années 1980, au chômage.

Le cas des « Marches européennes contre le chômage » illustre le caractère initialement improvisé de ces mouvements, tout en montrant l'importance de l'agenda européen et... le rôle décisif joué par des personnes déjà rompues à l'activité militante. Pour Michel Rousseau, le principal animateur du réseau aujourd'hui, il y avait une certaine improvisation au départ, en 1996. « Nous avons fait cela un peu de bric et de broc. Les associations de chômeurs ont commencé à se constituer en France et dans quelques autres pays au début des années 1990, avec la montée du chômage et de la précarité. Mais il n'y avait rien au niveau européen. Dans le cadre national, on était devant un mur, car cela se décidait en Europe. En 1996, l'idée est venue de faire un contre-sommet à Turin, au moment du Conseil européen qui allait lancer la Conférence intergouvernementale en vue des élargissements prévus. Christophe Aguiton a suggéré une réunion associant des militants politiques, syndicaux, associatifs, pour discuter d'une initiative sur le chômage. Le résultat a été la marche européenne de juin 1997, à Amsterdam. Nous étions 3 000, ce qui était inattendu (50 000 selon la police, ce que nous n'avons pas démenti bien sûr!). Nous avons récidivé à Luxembourg, en novembre. Ce sommet pour l'emploi constitue en quelque sorte un premier *bougé* auquel notre action a sans doute contribué. Pour moi et beaucoup d'autres, cela a été le premier contact avec l'Europe. Certains des initiateurs étaient d'avis de faire la marche et d'en rester là. Nous avons donc fait

13. Le traité lui-même, qui créait l'OMC, avait un « agenda incorporé ». Un cycle (*round*) de négociations devait donc être lancé à Seattle, en décembre 1999. Cela a été un échec. L'OMC a remis l'ouvrage sur le métier en lançant le cycle de Doha en 2001, cycle que l'actuel directeur de l'OMC, Pascal Lamy, essaie vainement de conclure depuis... huit ans.

une réunion bilan après le sommet de Luxembourg. Elle a conclu qu'il fallait s'organiser. Nous avons « marché » à tous les sommets dans une première phase. Quand cette modalité a paru s'essouffler, nous avons préféré investir dans les forums sociaux plutôt que de nous caler sur les contre-sommets. Cela permet de réunir les associations à cette occasion. 2010 sera l'année de lutte contre la pauvreté de l'ONU. Par ailleurs, la Belgique va présider le Conseil européen. Nous allons donc refaire une vraie marche de toute l'Europe (Est compris) vers Bruxelles en octobre 2010. »

Vers un lobbying de gauche ?

L'épuisement du processus des forums sociaux européens n'est guère contesté. Ce qui est généralement mis en cause, c'est l'absence de résultats concrets et une sorte de rituel où une centaine de personnes, souvent sans beaucoup de liens avec leurs propres organisations, font en quelque sorte profession d'organiser les diverses éditions du FSE. Ce qui évidemment n'empêche pas l'effet positif que le FSE peut avoir sur le mouvement social dans les pays qui l'accueillent.

Les plus optimistes pensent que la prochaine édition, prévue en juin 2010 à Istanbul, sera un test grandeur nature. Pour d'autres, la tenue même de ce FSE est déjà compromise. La recomposition de la gauche antilibérale est probablement à la fois cause et conséquence de ce déclin. Pour le mouvement syndical, la crise et ses effets dévastateurs ont

incontestablement conduit la CES à prendre un peu de distance par rapport à la Commission et aux attentes anciennes à l'égard du « dialogue social » européen. La création de la Confédération syndicale internationale a joué dans le même sens. Celle-ci apparaît aujourd'hui plus combative, en tout cas moins engluée dans les compromis de la participation « responsable » héritée de l'après-guerre et de la tradition syndicale anglo-saxonne ou nordique.

L'évolution des associations qui ont fait le dynamisme de l'altermondialisme depuis une décennie mérite elle aussi attention. S'agissant de l'Europe, celles qui animent le « nouvel espace » évoqué plus haut attendent des résultats plus concrets qui iraient au-delà des débats dans les forums et des contre-sommets. Ce qui est d'ailleurs une caractéristique des grands réseaux quasi professionnalisés, comme par exemple le réseau S2B, combinant la production d'analyses très pointues et l'organisation méthodique de « campagnes ». Ces réseaux n'ont pas, culturellement, les préventions qui peuvent exister dans d'autres secteurs de la gauche de gauche à l'égard du *lobbying*. Le vocabulaire utilisé l'indique, de même que la méthode de travail qui semble s'esquisser et qui a déjà fait ses preuves lorsqu'il s'est agi d'*influencer* la politique commerciale de l'Union européenne ou les relations avec les pays en développement. ■